



PRESENTATION SYNTHETIQUE

DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2016

Document établi en application de l'article L.2313-1 du CGCT

I – LE CONTEXTE D'EXECUTION

A – Les tendances nationales

- ✓ Malgré leur contribution au redressement des comptes publics se traduisant par une nouvelle baisse de la Dotation globale de fonctionnement (DGF) de 3,4 milliards d'euros en 2016, l'épargne brute des collectivités locales (excédent des recettes sur les dépenses de fonctionnement) devrait se dégrader moins que prévu en raison d'une progression maîtrisée des dépenses de fonctionnement, à peine supérieure à 1 %, hors mesures nouvelles imposées.
- ✓ La revalorisation des bases locatives de 1 % participe à une croissance cependant modérée des recettes fiscales.
- ✓ On constate une légère reprise de l'investissement (estimée à environ + 3 %), due essentiellement aux communes et encouragée par la création du Fonds de soutien à l'investissement public local (FSIL), doté de 1 milliard d'euros.
- ✓ Dans un marché hyperconcurrentiel et avec des conditions de refinancement historiquement inédites (taux d'Etat français à 10 ans = 0,1 % en juillet 2016 ; valeur de l'index Euribor 3 mois devenue négative), le taux d'intérêt moyen de financement des collectivités ressort à 1,18 % en 2016 contre 1,75 % en 2015.

B – L'évolution locale

- ✓ La signature d'un pacte financier et fiscal avec l'Agglomération Côte Basque-Adour intégrant la Dotation de solidarité communautaire (DSC) dans l'attribution de compensation permet de garantir le même niveau de ressources financières des communes membres pour l'avenir (15 600 765 € annuels pour Bayonne).
- ✓ La décision de l'Agglomération de se substituer aux communes pour le règlement intégral de la contribution au Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) entraîne pour Bayonne une baisse de charge de 562 000 €.
- ✓ Conséquence de la dynamique de livraison de programmes immobiliers neufs et de l'action municipale soutenant la réhabilitation du parc ancien, l'augmentation de population de la commune de Bayonne se poursuit à un rythme soutenu : la population totale INSEE atteint ainsi 48 873 habitants au 1^{er} janvier 2016, soit + 3,40 % par rapport au 1^{er} janvier 2015.

II – LES PRIORITES RETENUES

Le budget proposé pour l'année 2016 et son exécution participent à la réalisation des objectifs suivants :

- ✓ maintien des équilibres financiers sans accroissement de la pression fiscale pour la septième année consécutive ;
- ✓ stricte maîtrise des dépenses de fonctionnement ;
- ✓ engagement d'un effort d'investissement significatif ;
- ✓ recours raisonné à l'endettement.

III – L'EXECUTION BUDGETAIRE 2016

A – LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1 – Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement réalisées s'élèvent à **71 655 000 €**, dont le comparatif avec le budget primitif se présente ainsi :

TYPES DE RECETTES	CA 2015	BP 2016	CA 2016	Réalisation en %	Evolution sur un an en %
Produits des services	6 930 000	7 031 000	7 200 000	102,4	+ 3,9
Impôts et taxes	33 235 000	33 824 000	34 174 000	101,0	+ 2,8
Attribution compensation Agglo	15 000 000	15 601 000	15 601 000	100,0	+ 4,0
Dotations et subventions	12 706 000	11 044 000	10 982 000	99,4	- 13,6
Autres	1 110 000	1 038 000	1 007 000	97,0	- 9,3
Total recettes gestion courante	68 981 000	68 538 000	68 964 000	100,6	0
Divers dont cessions	5 361 000	664 000	2 191 000		
Total recettes réelles fonction.	74 342 000	69 202 000	71 155 000	102,8	- 4,3
Recettes d'ordre	2 390 000	523 000	500 000		
Total recettes fonctionnement	76 732 000	69 725 000	71 655 000	102,8	- 6,6

Les recettes de gestion courante sont stables comparativement à l'exercice 2015 et dégagent, en raison d'un taux d'exécution de 100,6 %, un produit supplémentaire de plus de 400 000 € par rapport au budget primitif. La dynamique de la fiscalité tant directe qu'indirecte conjuguée à une progression des produits des services et du domaine a permis d'amortir la très forte baisse des dotations et compensations de l'Etat (- 1 500 000 €). Il est rappelé que ce résultat est obtenu sans augmentation des taux de taxes d'habitation et foncières pour la septième année consécutive.

2 – Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement exécutées s'établissent à **61 979 000 €**, dont le comparatif avec les crédits ouverts se présente ainsi :

TYPES DE DEPENSES	CA 2015	Crédits 2016	CA 2016	Exécution en %	Evolution sur un an en %
Charges à caractère général	14 044 000	15 307 000	14 229 000	93,0	+ 1,3
Charges de personnel	33 802 000	34 540 000	34 154 000	98,9	+ 1,0
Reversements	283 000	260 000	260 000	100,0	- 8,1
Subventions et contributions	9 984 000	9 996 000	9 780 000	97,8	- 2,0
Subvention budget annexe	1 177 000	1 530 000	1 518 000	99,2	+ 29,0
Total dépenses de gestion	59 290 000	61 633 000	59 941 000	97,2	+ 1,1
Charges financières	1 703 000	1 656 000	1 519 000	91,7	- 10,8
Charges diverses exceptionnelles	213 000	890 000	421 000	47,3	+ 97,7
Dotations aux provisions	264 000	290 000	98 000	33,8	- 62,9
Total dépenses réelles fonction.	61 470 000	64 469 000	61 979 000	96,1	+ 0,8
Total dépenses d'ordre	8 983 000	6 100 000	3 658 000		
Total dépenses fonctionnement	70 453 000	69 725 000	65 637 000		

L'exécution budgétaire fait apparaître un taux de réalisation des dépenses réelles de fonctionnement de 96,1 % comparativement au total des crédits votés durant l'exercice. Ce taux illustre une bonne maîtrise des charges à caractère général et une nouvelle diminution des frais financiers liée à la structure de la dette. Les postes en augmentation concernent les charges de personnel, soit + 1 % sur 2015 (voir chapitre IX ci-dessous) et la subvention d'équilibre au budget annexe des fêtes et de la temporada (cf VIII – 1).

B – LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1 – Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement exécutées s'élèvent à **28 448 000 €**, ainsi réparties :

TYPES DE DEPENSES	CA 2015	Crédits 2016	CA 2016	Restes à réaliser
Subventions d'équipement	273 000	1 071 000	420 000	400 000
Immobilisations (dont travaux)	13 180 000	22 912 000	13 514 000	8 463 000
Total dépenses d'équipement	13 453 000	23 983 000	13 934 000	8 863 000
Emprunts et dettes	13 266 000	12 455 000	12 431 000	0
Autres dont EPFL	634 000	5 553 000	1 052 000	0
Total dépenses financières	27 353 000	41 991 000	27 417 000	8 863 000
Opérations pour compte de tiers	112 000	228 000	107 000	119 000
Total dépenses réelles d'invest.	27 465 000	42 219 000	27 524 000	8 982 000
Dépenses d'ordre	2 769 000	1 153 000	924 000	0
Total dépenses d'investissement	30 234 000	43 372 000	28 448 000	8 982 000

Les dépenses d'équipement progressent légèrement par rapport à 2015, la répartition pour les domaines d'intervention les plus significatifs étant la suivante : 2 000 000 € pour l'éducation, 1 900 000 € pour la culture, 1 250 000 € pour le sport, 4 100 000 € pour les espaces publics et la voirie et 2 000 000 € pour l'urbanisme et l'environnement. En outre, la progression des remboursements à l'Etablissement public foncier local Pays Basque traduit la montée en puissance des acquisitions dans le cadre du PNRQAD et de l'action foncière communale.

2 – Les recettes d'investissement

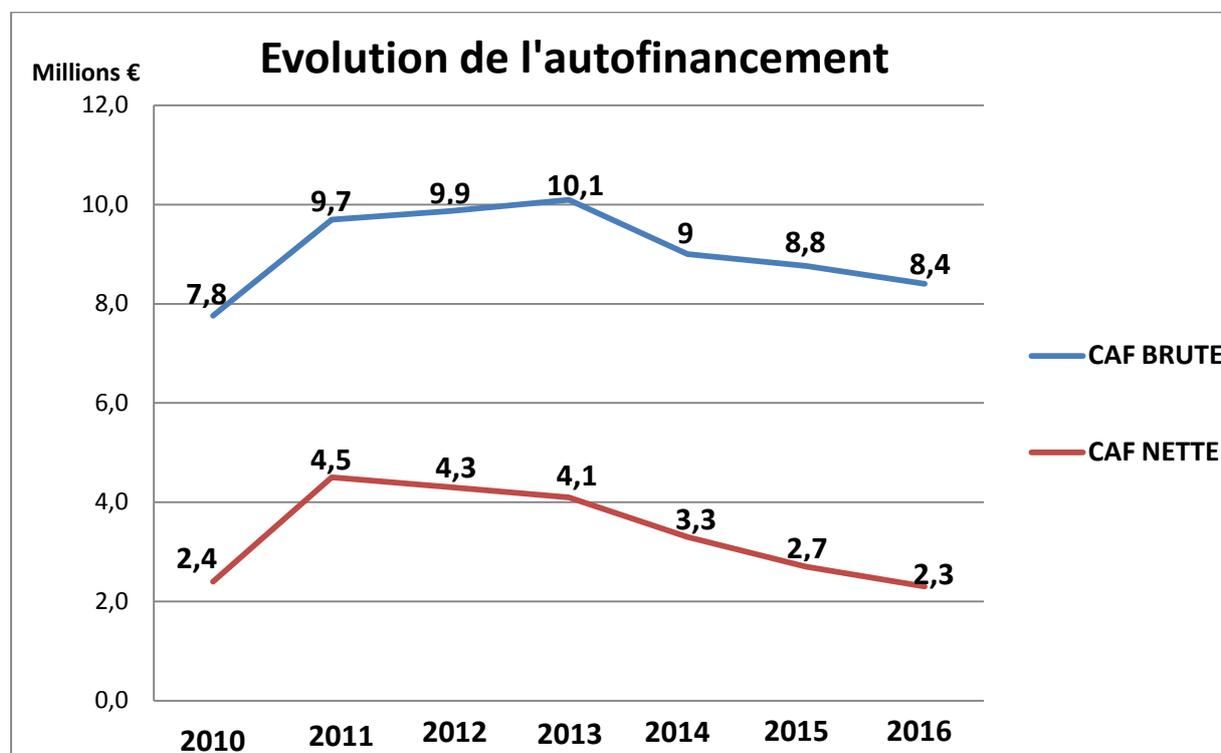
Les recettes d'investissement s'établissent à **27 747 000 €** (hors reports), ainsi réparties :

TYPES DE RECETTES	CA 2015	Crédits 2016	CA 2016	Restes à réaliser
Subventions	2 739 000	3 326 000	2 042 000	1 208 000
Amendes de police	1 000 000	1 650 000	1 614 000	0
Emprunts et dettes	8 446 000	15 804 000	12 351 000	3 454 000
Immobilisations en cours	170 000	100 000	93 000	0
Total recettes d'équipement	12 355 000	20 880 000	16 100 000	4 662 000
Dotations (FCTVA – TA)	4 351 000	3 900 000	1 673 000	0
Recettes financières hors cessions	9 903 000	5 784 000	5 779 000	0
Cessions d'immobilisations	4 678 000	2 400 000	1 298 000	0
Opérations pour compte de tiers	112 000	228 000	114 000	111 000
Autres recettes	4 685 000	6 730 000	2 783 000	0
Total recettes d'investissement	36 084 000	39 922 000	27 747 000	4 773 000

Comparativement à l'exercice 2015 caractérisée par un niveau élevé de produits de cession et à une recette d'investissement exceptionnelle de 4 200 000 € provenant des fonds issus du legs de Mme Howard-Johnston non remplacés, l'année 2016 est marquée par une moindre réalisation des recettes de cession et un décalage dans le versement du FCTVA sur l'exercice suivant. Le recours à l'emprunt, inscrit pour 7 600 000 € lors du budget primitif, est in fine ramené à 6 000 000 €.

IV – L'AUTOFINANCEMENT

L'évolution de l'autofinancement sur la période 2010-2016 se présente ainsi :

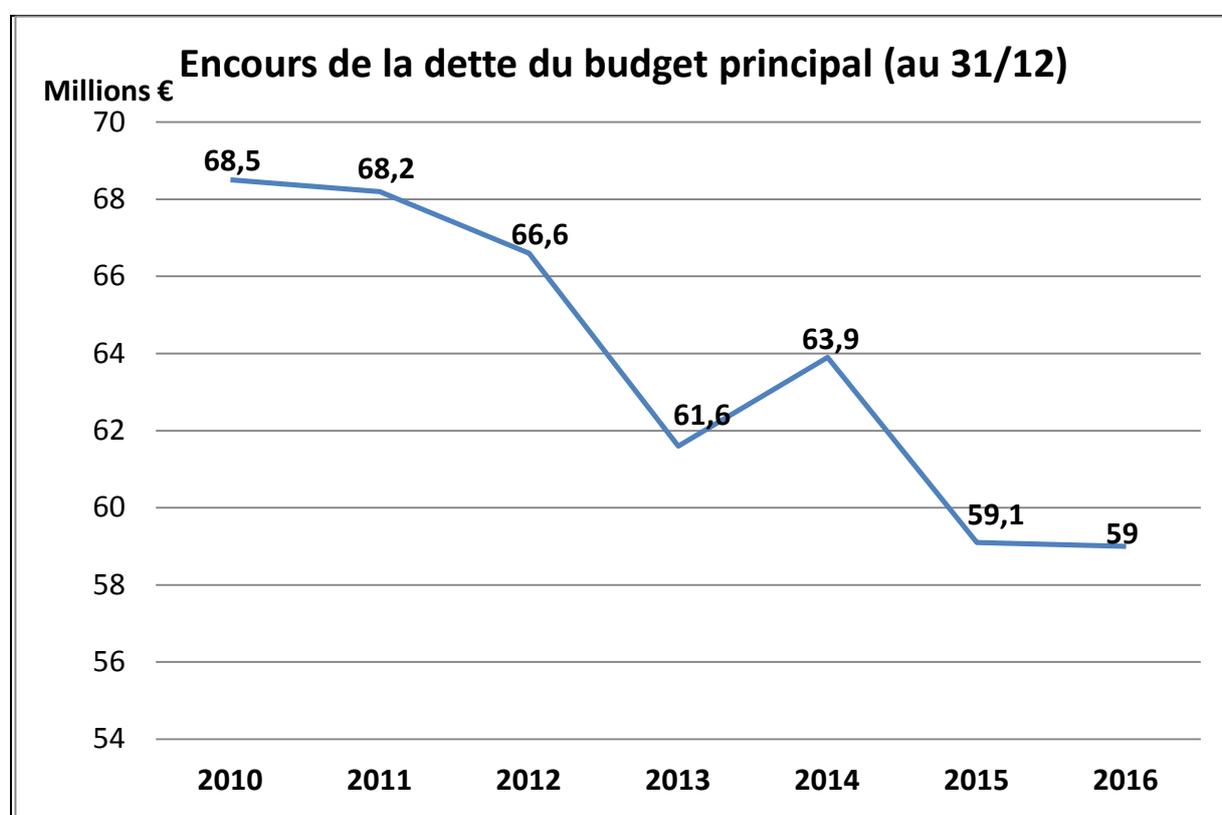


La légère progression des recettes réelles de fonctionnement compensant en partie des dépenses réelles en hausse, la capacité d'autofinancement brute (CAF brute, calculée hors produits de cession), bien que se réduisant, se maintient à un niveau élevé de 8,4 M€ contre 8,8 M€ pour l'exercice 2016. La capacité d'autofinancement nette, c'est-à-dire l'autofinancement réellement disponible après remboursement des emprunts, s'établit à 2,3 M€, en recul sur 2015 (2,7 M€).

L'encours de l'endettement étant stable, le ratio de désendettement (dette / CAF brute) varie très peu, passant de 6,7 à 7,1 années. Cela traduit une situation financière saine, dans la mesure où on considère habituellement qu'un ratio supérieur à 12 ans correspond à une situation tendue.

V – L'ENDETTEMENT

Le capital de la dette au 31 décembre 2016 est de 59 M€, comparable à celui constaté à la fin de l'exercice 2015 (59,1 M€), un nouvel emprunt de 6 M€ ayant été mobilisé pour un capital remboursé de 6,1 M€. L'évolution de l'encours se présente ainsi :



L'encours de la dette fait apparaître une proportion de taux variable plus élevée pour Bayonne que pour les villes correspondantes (30 % contre 19 %) ainsi que l'absence de prêts structurés. La répartition par prêteur est bien diversifiée entre six établissements et le taux d'intérêt moyen de la dette ressort à 2,36 % (2,65 % fin 2015), plus favorable que la moyenne des communes de taille comparable : 2,86 %.

VI – LES TAUX D'IMPOSITION

Pour la 7^e année consécutive, la pression fiscale reste inchangée et les taux se présentent ainsi :

TAXES	TAUX 2016
Taxe d'habitation	26,44 %
Taxe foncière bâties	19,32 %
Taxe foncière non bâties	48,97 %

VII – LES PRINCIPAUX RATIOS

RATIOS	VALEURS	MOYENNES NATIONALES DE LA STRATE*
1. Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 258 €	1 275 €
2. Produit des impositions directes/population	614 €	614 €
3. Recettes réelles de fonctionnement/population	1 456 €	1 453 €
4. Dépenses d'équipement brut/population	297 €	364 €
5. Encours de la dette/population	1 207 €	1 099 €
6. Dotation globale de fonctionnement/population	154 €	284 €
7. Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	55,60 %	57,70 %
9. Dépenses fonct. et remb. capital dette/recettes réelles fonct.	95,00 %	94,30 %
10. Dépenses d'équipement brut/recettes réelles fonct.	20,40 %	25,00 %
11. Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	82,90 %	75,60 %

*Ratios de référence 2013 (source : Les collectivités locales en chiffres 2016 - DGCL)

VIII – LES BUDGETS ANNEXES

1- Budget annexe des fêtes traditionnelles et de la temporada

L'exécution budgétaire 2016 se présente de la manière suivante :

	Crédits votés	Réalisé
Recettes de fonctionnement	3 468 000 €	3 330 251,39 €
Dépenses de fonctionnement	3 468 000 €	3 359 914,68 €
Résultat de fonctionnement 2016		- 29 663,29 €
Résultat antérieur reporté		29 663,29 €
Résultat de fonctionnement cumulé		-

En 2016, les fêtes de Bayonne se sont déroulées dans un contexte très particulier, suite aux attentats de Nice et de Saint-Etienne-du-Rouvray. Une hausse importante des dépenses de sécurité (+ 160 000 €) conjuguée à une baisse sensible des recettes due à une moindre fréquentation entraînent le versement d'une subvention d'équilibre par le budget principal de 1 411 000 € (pour mémoire 1 177 000 € pour l'édition 2015).

Pour les mêmes raisons, un tassement du nombre de spectateurs a été constaté pour les spectacles taurins. Ainsi, malgré une réduction marquée des dépenses de fonctionnement, la temporada 2016 dégage un résultat négatif de 70 000 € avant amortissement. Après prise en compte du résultat antérieur et de la dotation aux amortissements, l'équilibre de cette activité est assurée par le versement d'une subvention du budget principal de 106 000 €.

2 - Budget annexe des parcs de stationnement (en HT)

L'exécution budgétaire 2016 se présente de la manière suivante :

	Crédits votés	Réalisé	Restes à réaliser
Recettes d'investissement *	4 933 000 €	4 557 430,88 €	
Dépenses d'investissement	2 293 000 €	1 553 622,49 €	433 500 €
Solde d'investissement		3 003 808,39 €	- 433 500 €
Recettes d'exploitation	4 040 000 €	4 017 857,53 €	
Dépenses d'exploitation	4 040 000 €	3 334 916,93 €	
Résultat d'exploitation 2016		682 940,60 €	
Résultat antérieur reporté		100 000,00 €	
Résultat d'exploitation cumulé		782 940,60 €	
Résultat net de clôture (investissement + exploitation)		3 786 748,99 €	

* y compris solde reporté 2015

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 683 000 € (contre 326 000 € en 2015), conséquence d'une part de l'augmentation du produit des droits de stationnement en raison d'une revalorisation intervenue au second semestre 2015 et d'autre part de la maîtrise des dépenses réelles d'exploitation (- 1,7 % par rapport à 2015).

La section d'investissement fait apparaître un solde positif de 3 000 000 € après autofinancement des dépenses d'équipement de l'année, ces dernières ayant surtout concerné l'aménagement des parcs à enclos Lauga et Montevideo.

La dette poursuit sa baisse pour atteindre 5 000 000 € à la clôture de l'exercice. La capacité d'autofinancement brute atteint 1 300 000 €, en hausse significative par rapport à 2015 (985 000 €). La conjugaison de ces deux facteurs se traduit par une nette amélioration du ratio de désendettement de ce budget annexe, soit 3,8 années contre 5,5 en 2015.

3 - Budget annexe de l'eau (en HT)

L'exécution budgétaire 2016 se présente de la manière suivante :

	Crédits votés	Réalisé	Restes à réaliser
Recettes d'investissement *	4 287 000 €	2 488 572,47 €	0,00 €
Dépenses d'investissement	4 287 000 €	3 361 620,45 €	388 900,00 €
Solde d'investissement		- 873 047,98 €	- 388 900,00 €

Recettes d'exploitation	13 505 000 €	12 518 714,48 €	
Dépenses d'exploitation	13 505 000 €	11 332 639,48 €	
Résultat d'exploitation 2016		1 186 075,00 €	
Résultat antérieur reporté		100 000,00 €	
Résultat d'exploitation cumulé		1 286 075,00 €	
Résultat net de clôture (investissement + exploitation)		413 027,10 €	

* y compris solde reporté 2015

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 1 190 000 € (contre 1 159 000 € en 2015). Les charges d'exploitation sont stables mais le produit de la vente d'eau a tendance à décroître compte tenu de la réduction structurelle de la consommation des ménages.

La section d'investissement se caractérise par un effort important en matière de dépenses d'équipement pour un montant de près de 3 000 000 €. Aucun emprunt n'ayant été souscrit, l'encours de la dette diminue de 300 000 € en 2016 pour atteindre 4 600 000 € au 31 décembre. Le ratio de désendettement (encours de dette/CAF brute) représente toujours 2,3 années, confirmant la très bonne santé financière de la régie.

4 - Budget annexe de l'assainissement non collectif (en HT)

L'exécution budgétaire 2016 ci-dessous n'appelle pas de remarques particulières :

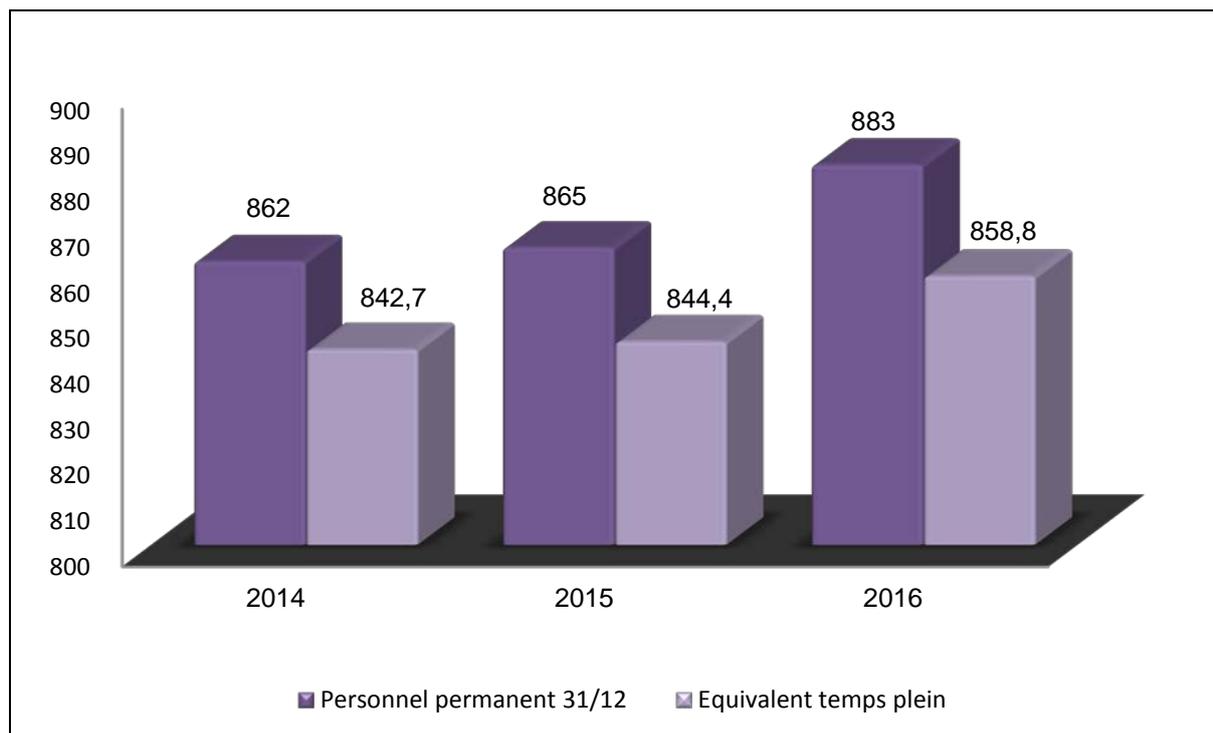
	Crédits votés	Réalisé
Recettes d'exploitation	19 500 €	2 741,27 €
Dépenses d'exploitation	19 500 €	4 967,24 €
Résultat d'exploitation 2016		-2 225,97 €
Résultat antérieur reporté		11 543,38 €
Résultat cumulé d'exploitation (= résultat net de clôture)		9 317,41 €

IX – LA STRUCTURE ET L'EVOLUTION DES EFFECTIFS

Au 31 décembre 2016, la commune comptait 883 agents permanents, affectés aux budgets suivants :

	Hommes	Femmes	Total
Budget principal	401	420	821
Budget eau	29	8	37
Budget parkings	23	2	25
Total	453	430	883

L'évolution des effectifs permanents tous budgets confondus se présente ainsi :



Le nombre d'agents permanents est en hausse en raison de l'intégration de 22 agents des écoles, auxiliaires auparavant et qui ont bénéficié de la réforme de l'aménagement des rythmes éducatifs. Hormis ce phénomène, la stabilisation des effectifs est avérée.

Les charges de personnel pour l'année 2016 s'élèvent ainsi à 34,1 M€, en hausse de 1 % sur 2015 (plus faiblement que les années précédentes), l'exercice étant marqué par la revalorisation du point d'indice de 0,6 % au 1^{er} juillet et les premiers effets du protocole d'accord relatif aux parcours professionnels, aux carrières et aux rémunérations (PPCR), notamment pour les agents de catégorie B. Le ratio dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement demeure toujours en dessous de la moyenne des communes de la strate : 55,60 % contre 57,70 %.

